

# Evaluation Rapide Multisectorielle (ERM) Rapport ERM



## ERM REALISEE DANS LA ZONE DE SANTE DE KWAMOUTH : RN17

### Contexte

#### Description de la crise

La Zone de santé de Kwamouth dans la province de Mai-Ndombe reste toujours affectée par les activités des miliciens Mobondo depuis juin 2022. En dépit des opérations militaires menées par les éléments de l'armée congolaise, ces miliciens se montrent encore actifs dans plusieurs villages de cette entité sanitaire où ils continuent à semer la désolation.

Au mois de mai 2024, il s'est observé une relative accalmie sécuritaire dans les villages situés le long de la route nationale numéro dix-sept (RN17), dans sa partie comprise entre Bukana et port de Nganambo en passant par Masiambio et Kisele. Bien que précaire, cette accalmie sécuritaire a favorisé le retour de quelques personnes déplacées dans ces villages, particulièrement dans les villages de Nganda Bangala (Bethanie, Bokusu, Etumba na Ngwaka et Mibe). Ce mouvement de retour a été enregistré dans la plateforme humanitaire au numéro 5333. Ce retour a également été motivé par le renforcement de la présence des militaires congolais le long de ce tronçon et des initiatives à la paix sous la facilitation de quelques organisations œuvrant dans la cohabitation pacifique en collaboration avec les autorités congolaises.

De mai à juillet 2024, d'autres villages du même tronçon routier à savoir Camp Banku (Bibonga, Bishala, Bitone et Dilala) et Masiambio (BBS, Bunkana, Bunsele, Mutshietu et Shomaku), ont enregistré des nouvelles personnes déplacées à la suite de la persistance des activités des miliciens Mobondo dans les fermes et plantations situées dans les axes secondaires de la RN17.

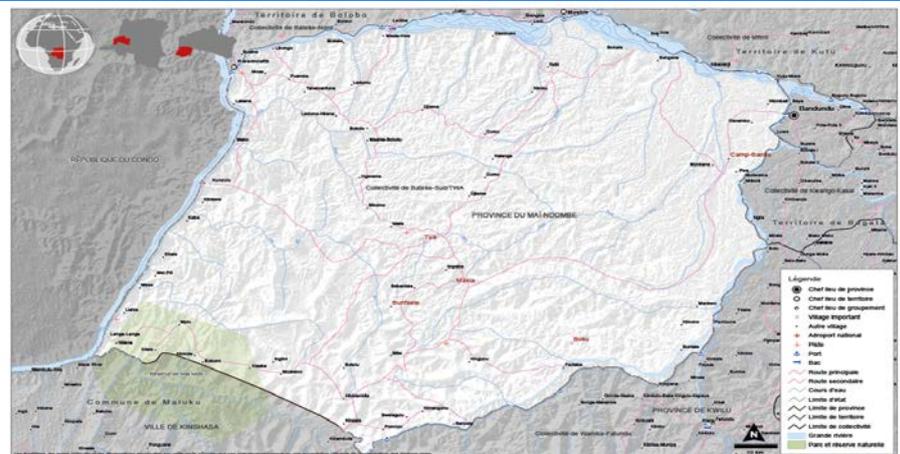
L'évaluation rapide multisectorielle (ERM) a été conduite du 20 au 25 août 2024 par OCHA en collaboration avec l'équipe de CANACU et CAUSE RURALE dans cette zone à la fois de déplacement et de retour. Cette ERM a connu la participation active des différentes parties prenantes notamment les dirigeants locaux, leaders communautaires, etc. Les résultats de cette ERM mettent en exergue des besoins prioritaires en abris, articles ménagers essentiels, sécurité alimentaire, santé de qualité pour les vulnérables adultes et protection.

Les villages évalués sont accessibles par véhicule et moto. Ce tronçon routier est long de près de 250 Km au nord du territoire de Kwamouth. Ce tronçon est praticable avec quelques points chauds. Pendant la saison des pluies, ces points chauds pourraient nécessiter quelques travaux de réhabilitation. Selon les informations recueillies, il y aurait des personnes déplacées dans les autres villages non visités. Ce sont notamment Boku, Nsele, Salongo, etc. Ces derniers sont accessibles physiquement à pieds (zone éloignée de la RN17).

Ces villages visités sont entièrement contrôlés par les forces congolaises de défense et sécurité qui assurent la protection des civils et des partenaires humanitaires. Leur présence est visible le long du tronçon routier. Les entretiens avec les dirigeants locaux et leurs leaders communautaires ont indiqué la présence des milices armées dans et aux alentours de l'axe évalué. Cette cohabitation tacite des acteurs armés nécessite des alternatives communautaires pour mieux assurer la protection des opérations humanitaires. Lors de cette mission, OCHA a organisé des entretiens non structurés avec les représentants des différentes couches des communautés des villages visités (officiers militaires, dirigeants coutumiers, leaders communautaires et membres des différentes corporations de la société civile locale). Ces entretiens ont porté sur la promotion des principes humanitaires, le fonctionnement de l'action humanitaire, la redevabilité envers les populations affectées ainsi que le mécanisme de prévention de l'exploitation et des abus sexuels. Ces entretiens ont permis la mise en place de mécanismes locaux de veille humanitaire dans les zones à forte concentration des personnes déplacées et retournées. Ils s'inscrivent également dans le renforcement de l'accès et l'acceptance des opérations humanitaires sur ce tronçon routier.

Pour plus d'informations, merci de contacter :

- 1) BUNGU Damien, Coordonnateur CANACU, canacubdd@gmail.com
- 2) NDOMBE Brunel, Cause Rurale, cause.rurale@gmail.com
- 3) NGONGO Selemani, OCHA Bandundu, ngongo.selemani@un.org



Source des résultats : <sup>1</sup> EM IC RDS/GDC

Code de l'alerte	EM	IC	RDS/GDC
Autres codes d'alerte	5333	5333	5333
Date de début de crise	18/08/2024	18/08/2024	18/08/2024
Date de fin de crise	En cours	En cours	En cours
Estimations nb total de ménages dans la zone enquêtée	16229	16229	5431
Taille moyenne ménages	10,0	10,0	10,0

Accès physique  
Accès sécuritaire  
Présence de la MONUSCO  
Incidents au cours des 2 dernières semaines

Couverture tél.

Source : équipe d'évaluation	
Camion	
Non	
Oui, maisons brûlées	
La zone de santé de Kwamouth est couverte par le réseau Vodacom, Airtel et Orange. Dans certains villages enquêtés, il se pose un sérieux problème de la communication car le réseau téléphonique vodacom n'est pas stable.	

EM: Enquêtes ménages ; IC: Informateurs clés  
RDS: Revue de données secondaires  
GDC: Groupe de discussion communautaire  
OL: Observations libres



## Conséquences humanitaires

En dépit des discussions avec les personnes déplacées et retournées à travers les focus-group, informateurs clés et les ménages ont déclaré : la perte de vies humaines et des AME; la destruction des maisons, écoles, des centres de santé, des églises et champs ; vols de petits bétails, etc. Ces familles déplacées et retournées sont logées dans des familles d'accueils avec tous les risques de protection (viols, violence psychologique/émotionnelle, sexe de survie, exploitations économiques des enfants, travail forcé des enfants, mariages forcés, grossesse précoce, arrestation arbitraire, recrutement forcés des enfants, etc.). Ainsi les infrastructures d'eau potable, des services d'hygiène et d'assainissements (douches et latrines) sont quasi-inexistantes dans les communautés avec le risque d'explosion des maladies hydriques. Les enfants sont déscolarisés en raison de manque de kits scolaires et des difficultés financières des parents de subvenir aux besoins scolaires.

### Composition des ménages évalués dans la zone, par sexe et âge (EM)

Âge	Femmes	Hommes
64+ ans	2%	1%
18-64 ans	17%	15%
6-17 ans	14%	12%
7 mois-5 ans	14%	9%
0-6 mois	9%	7%
Total	56%	44%

### Types d'assistance humanitaire reçue depuis la crise (EM) <sup>2</sup>

	(% de ménages)
Pas d'aide reçue	100%
Nutrition	0%
Abris	0%
Articles ménagers essentiels (AME)	0%
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	0%
Santé	0%
Education	0%
Nourriture	0%
Moyens de subsistance	0%
Protection	0%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%
Communication	0%
Cash (inconditionnel)	0%
Autre	0%

## Tableau de scores de sévérité ERM (EM, % des ménages)

Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés	2743				
Sécurité alimentaire	Disponibilité de ressources alimentaires	5%	22%	2%	-	72%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	3%	-	68%	-	28%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)	0%	0%	-	-	3%
	Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)	18%	-	-	-	82%
Nutrition	MAG enfants < 5 ans	-	-	-	-	-
	MAG femmes enceintes et allaitantes	-	-	-	-	-
Abris	Type d'abris (EM) ET Situation d'occupation de l'abri (EM)	0%	0%	45%	0%	0%
	Promiscuité dans les abris	-	-	-	-	98%
Articles ménagers essentiels	Score card AME	0%	1%	5%	92%	2%
Eau, hygiène et assainissement	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte	0%	0%	77%	0%	0%
	Disponibilité d'un système de lavage des mains	0%	-	0%	-	100%
	Disponibilité ET Partage des installations sanitaires	0%	0%	2%	98%	0%
Santé	Taux de diarrhées des enfants < 5 ans	-	-	-	-	100%
	Epidémies: cas confirmés (par des professionnels de santé)	-	-	-	-	Paludisme
Protection	Ménages ayant accueilli un ou des enfants de façon spontanée	52%	-	-	-	48%
	Proportion des ménages avec au moins un membre en situation de handicap	93%	-	-	-	7%
	Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (IC)	100%	-	-	-	0%
Éducation	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	83%	-	17%	-	0%
	Aucun enfant à l'école au cours des 14 derniers jours	0%	-	-	-	-

Note: Tous les scores de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Chaque score est calculé à partir des résultats des EM donnés en % de ménages issus, exceptés les scores "Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)" et "Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)" qui intègrent des résultats issus des enquêtes auprès des IC. A chaque indicateur est attribué un niveau de sévérité pouvant aller de 1 à 5. L'indicateur "Epidémies: cas confirmés" renseigne manuellement les types de cas rapportés dans les enquêtes.

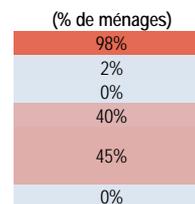
## Perspective d'évolution de la crise

Des analyses faites par l'équipe de la mission montrent des tendances à la persistance des activités des miliciens Mobondo avec comme conséquence l'aggravation de la situation humanitaire en termes de déplacement. Pour ce faire, des ressources sont toujours nécessaires pour renforcer la réponse humanitaire en faveur des populations civiles affectées.

## Besoins prioritaires

### Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) <sup>2</sup>

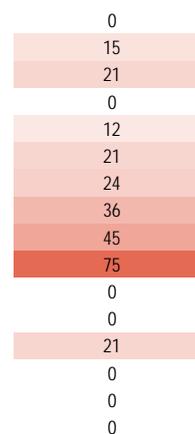
Cash physique (en espèces)
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)
Vouchers / foires
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)
En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, etc.)
Autre



### Types de besoins prioritaires de la population (IC) <sup>2</sup>

Pas besoin d'aide humanitaire
Nourriture
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)
Abris
AME (casseroles, bidons, habits, etc.)
EHA (eau, savon, latrines, etc.)
Santé
Education
Protection (y compris la sécurité)
Cohésion sociale et consolidation de la paix
Communication
Moyens financiers (cash)
Autre
Ne sait pas
Ne se prononce pas

(Fréquence de réponses pondérée)<sup>3</sup>  
Fréquence max. possible: 90





## Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



	EM	IC	RDS/GDC
% estimé de ménages par statut			
Déplacés	75%	17%	0,75
Retournés	25%	9%	0,25
Communauté hôte / autochtones	0%	74%	
Réfugiés	0%	0%	
Rapatriés / expulsés	0%	0%	

### Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)

Déplacés	2743	2743	2743
Retournés	1444	1444	1444
Communauté hôte / autochtones	12042	12042	12042
Réfugiés	0	0	
Rapatriés / expulsés	0	0	

### Analyse des mouvements de population

Les entretiens avec les différentes couches des populations dans cette zone nous permettent de regrouper les villages en trois grandes agglomérations : CAMP BANKU, MASIAMBIO et NGANDA BANGALA, dans la zone de santé de Kwamouth, le long de la RN17.

Les Villages regroupés dans CAMP BANKU et MASIAMBIO sont des zones de déplacement tandis que le village NGANDA BANGALA est la zone de retour. Dans la zone de déplacement le nombre total de personnes est de 13713 sur une population initiale de 45147 personnes, sur une pression démographique de 30%. Les discussions avec ces personnes déplacées ont laissé apparaître le sentiment de non-retour dans leur milieu d'origine et/ou de provenance dans les prochains mois à raison de la persistance de facteurs d'insécurité dans la zone.

L'agglomération de NGANDA BANGALA a enregistré 7220 retours sur une population initiale 15064 personnes, soit environ 48% de sa population initiale. Lors des entretiens ménage et focus-group à BOKU et TWA, il s'est avéré que le retour dans ces villages daterait de juin 2023.

Détails de répartition des personnes déplacées et retournées par agglomération :  
 CAMP BANKU : Camp Banku 8653 ; Bibonga 0 ; Bishala 0 ; Bitone 0 et Dilala 0  
 MASIAMBIO : Masiambio Centre 5060 ; Bbs 0 ; Bunkana 0 ; Bunsele 0 ; Mushetu 0 et Shomaku 0  
 NGANDA BANGALA : Bethanie 1953 ; Bokusu 1418 ; Etumba na Ngwaka 2794 et Mibe 1055.

Signalons la présence de 552 femmes enceintes et 253 enfants non accompagnés et 483 enfants séparés dans les trois grandes agglomérations situées le long de la RN17.

**Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée**

Taille moyenne des ménages (EM)

Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte)

Proportion de ménages se déclarant familles d'accueil

Estimation du nombre de familles d'accueil dans la zone enquêtée

(Réponse IC majoritaire)

Non consensus

33174  
33174

Estimation synthétique du nombre de ménages par catégorie de déplacement (cette section est optionnelle: si l'outil de synthèse des données MdP EM/IC/GDC/RDS proposé dans la boîte à outils ERM est utilisé, coller en bas à droite les résultats. L'outil permet de fusionner les données de mouvements de population issues des différents outils ERM, tout en évitant le comptage multiple des mouvements qui sont en réalité les mêmes mais mesurés dans différents outils)

Déplacés	13713
Retournés	7220
Communauté hôte / autochtones	60211
Réfugiés	0
Rapatriés/Expulsés	0
<b>Total</b>	<b>81144</b>

## Nutrition

Les mesures du périmètre brachial, réalisées lors des EM grâce au bracelet MUAC (Mid-Upper Arm Circumference), permettent un diagnostic rapide afin de déterminer le degré de malnutrition de l'enfant ou de la femme allaitante. Seuls les enquêteurs formés spécifiquement à cela peuvent réaliser ce type de mesures dans le cadre d'une ERM. L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que ces mesures n'ont pas été réalisées lors de cette évaluation.

<115 mm	Malnutrition Aigüe Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aigüe Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aigüe Globale = MAG (MAS + MAM)

### EM

	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	0	0		0	
	115-125 mm	4	20	24		
	>125 mm	1	13	14		
	MAG	4	20	24		
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	0	1		1	
	115-125 mm	4	33	37		
	>125 mm	0	10	10		
	MAG	4	34	38		
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	0	1		1	
	115-125 mm	8	53	61		
	>125 mm	1	23	24		
	MAG	8	54	62		
Femmes enceintes et allaitantes	<185 mm	0				
	185-230 mm	39				
	>230 mm	24				
	MAG	39				

Seuls les IC professionnels de la santé ou de la nutrition rapportent les cas de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et/ou les femmes allaitantes identifiés au cours des 4 semaines précédant l'ERM. L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que de tels IC n'ont pas été interrogés lors de cette évaluation.

### IC, professionnels de santé/nutrition : Nombre moyen de cas rapportés

	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n		n		n	
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	29	38	67		
	115-125 mm	40	48	88		
	MAG	69	87	155		
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	37	33	70		
	115-125 mm	42	52	94		
	MAG	79	85	164		
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	66	71	137		
	115-125 mm	82	100	182		
	MAG	148	171	319		
Femmes enceintes et allaitantes	<185 mm	25				
	185-230 mm	35				
	MAG	60				

## Analyse Nutrition

Dans la zone visitée, les ménages enquêtés font face à une mauvaise alimentation liée à l'insécurité alimentaire et la non prise en charge de cas de malnutrition modérée. Cette situation est à la base de cas de malnutrition aigüe sévère observés dans les formations sanitaires et ménages enquêtés. La majorité de ménages enquêtés n'a accès qu'à un repas par jour avec des aliments en quantité insuffisante et moins nutritifs tout en ne mangeant pas à leur faim. Dans les groupes de discussion, les femmes déplacées ont affirmé avoir tout laissé pendant leur déplacement. Elles n'ont pas de possibilité de rentrer dans leurs villages de provenance pour s'approvisionner en nourriture à cause de la persistance des facteurs d'insécurité. Il leur arrive de prioriser leurs enfants pour certains repas. La présence des personnes déplacées et retournées constitue un facteur aggravant de cette situation. Notons aussi qu'il n'existe qu'un seul partenaire qui intervient dans la prise en charge des cas de MAS dans la zone (ACF).



	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire</b>		<b>72</b>	
<b>Principales activités de subsistance (EM, IC) <sup>2</sup></b>			
Travail journalier	78%	29	
Agriculture de subsistance	15%	72	
Agriculture de rente	3%	0	
Activités de pêche	3%	4	
Activités de chasse / cueillette	0%	0	
Élevage	0%	17	
Exploitation minière artisanale	0%	0	
Petit commerce (y compris vente de braises/charbon, etc.)	0%	34	
Gagne un salaire (d'un emploi permanent)	0%	0	
Envois de fonds (p.ex. envoyé par un membre de famille ou ami)	0%	0	
Aucune	0%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
<b>Accès à la terre (EM)</b>			
Oui	63%	-	
Non	37%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
<b>Proportion de cultures endommagées (IC)</b>			
			Oui, beaucoup (plus de la moitié)
<b>Proportion de bétails / animaux d'élevage affectés (pillés / tués / déplacés) au cours des 3 derniers mois (IC)</b>			
			Oui, beaucoup (plus de la moitié)
<b>Accès physique à un marché durant les 7 derniers jours (EM)</b>			
Oui	0%	-	
Non	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
<b>Raison de non-accès à un marché durant les 7 derniers jours (EM)</b>			
Le marché n'est plus fonctionnel	0%	-	
Le marché n'est pas situé à distance de marche / est trop loin	0%	-	
Il est dangereux de se rendre au marché	0%	-	
Autre	0%	-	
<b>Disponibilité d'un marché fonctionnel (à moins de 2h à pied) (IC)</b>			
			Non
<b>Disponibilité des services M-pesa (EM, IC)</b>			
Oui	0%	5	
Non	100%	67	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
<b>Perception du niveau de la faim de la majorité de la population (IC)</b>			
Presque pas de faim	-	0	
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	0	
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	72	
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	-	0	
Ne sait pas	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire</b>			
		72	
<b>Principales sources d'acquisition de nourriture (EM)<sup>2</sup></b>			
Production personnelle	100%	-	
Reçu comme une aide alimentaire du gouvernement, d'une ONG, de l'ONU, etc.	0%	-	
Reçu comme cadeau d'amis / relatifs	0%	-	
Marché	0%	-	
Travail pour de la nourriture	2%	-	
Cueillette, chasse ou pêche	0%	-	
Achat auprès d'un voisin	0%	-	
Petit commerce	0%	-	
Vente de braises/charbon, etc	0%	-	
Echange de produits contre de la nourriture	0%	-	
Emprunts de nourriture auprès de relatifs, hôtes, etc.	0%	-	
Emprunter de nourriture auprès de gens étrangers	33%	-	
Zakat / don charitable de nourriture / offrande	0%	-	
Autre	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
<b>Disponibilité de ressources alimentaires disponibles des ménages (EM)</b>			
Aucune réserves	72%	-	5
1-2 semaines	2%	-	3
3-4 semaines	22%	-	3
Plus de 4 semaines	5%	-	1
<b>Nombre moyen de repas par jour (EM)</b>			
Pour les adultes hommes	1	-	
Pour les adultes femmes	1	-	
Pour les garçons de moins de 18 ans	1	-	
Pour les filles de moins de 18 ans	1	-	
<b>Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)<sup>4</sup></b>			
Acceptable (>42)	3%	-	1
Limite (>28)	68%	-	3
Pauvre (≤28)	28%	-	5
<b>Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)<sup>5</sup></b>			
Durable (<4)	0%	-	1
Sous pression (<19)	0%	-	3
Crise / urgence (≥19)	100%	-	5

## Analyse Sécurité alimentaire

Avant juin 2022, les habitants des villages situés le long de la RN17 vivaient de l'agriculture, de l'élevage et du petit commerce (braises, chikwanges, etc.). Le manioc, les bananes plantains et quelques légumes (dont les feuilles de manioc, etc.) étaient l'aliment de base. Les violences armées en cours ont détruit tous ces outils de production agricole. Lors de la mission, les ménages enquêtés ont déclaré avoir des difficultés à accéder à ces aliments en quantité et qualité. La culture de ces aliments de base se fait sur des petits espaces de terre aux alentours des maisons d'habitations à cause de l'insécurité persistante aux champs se trouvant éloignés. Les ménages déplacés effectuent des travaux journaliers pour accéder aux moyens de subsistance qui ne leur permettent pas de subvenir convenablement aux besoins de leurs familles. A la suite de ces violences armées, la zone évaluée fait face à la rareté de produits agricoles, au manque d'intrants agricoles et outils aratoires, etc.

## Abris

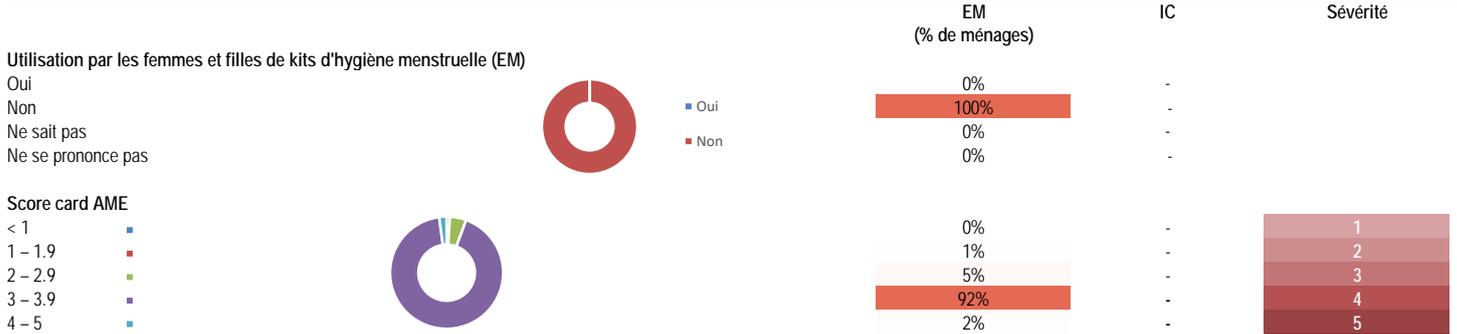
	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Abris</b>		<b>67</b>	
<b>Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)</b>			
Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	0%	-	
En famille d'accueil	45%	-	
Dans un site spontané	55%	-	
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%	-	
Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%	-	
Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%	-	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
<b>Proportion de ménages occupant des abris d'urgence (IC)</b>		Non consensus	
<b>Types d'habitations / abris occupés par les ménages (EM<sup>6</sup>, IC<sup>3</sup>)</b>			
Maison (construction durable)	0%	0	
Maison (construction non-durable délabrée)	100%	67	
Abri d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence)	0%	0	
Centre collectif autre qu'une école (bâtiment administratif, centre de santé, etc...)	-	0	
Ecole transformée en centre collectif	-	0	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	-	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne souhaite pas répondre	0%	0	
<b>Proportion d'habitations / abris endommagés ou détruits à la suite de la crise (IC)</b>		Oui, beaucoup (plus de la moitié)	
<b>Promiscuité dans les abris (EM)</b>			
Oui	98%	-	Sévérité 5
Non	2%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Taux total < 15% = Sévérité 1; 15% - 39% = Sévérité 2; 40% - 59% = Sévérité 3; 60% - 79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5			
<b>Type d'habitations / abris (EM) ET Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)<sup>7</sup></b>			
Maison (construction durable) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	0%		1
Maison (construction durable) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	0%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%		2
Maison (construction durable) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%		
Maison (construction durable) ET En famille d'accueil	0%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET En famille d'accueil	45%		
Abri d'urgence ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	0%		3
Abri d'urgence ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%		
Abri d'urgence ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%		
Abri d'urgence ET En famille d'accueil	0%		
Abri d'urgence ET Dans un site spontané	0%		
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%		4
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%		5



## Analyse Abris

Les personnes déplacées vivent dans des abris mis à leur disposition par des familles d'accueil. Certaines personnes retournées sont également en familles d'accueil en attendant la construction de leurs habitations. Ces personnes déplacées et retournées vivent dans de très mauvaises conditions. Ces abris sont construits en matériaux non durables (en paille, en stick) d'une grandeur ne dépassant pas 3 mètres sur 4 subdivisés en 2 ou 3 pièces de 2x2 m2, où habitent un à deux ménages déplacés de 5 à 7 personnes chacun. Les ménages déplacés et familles d'accueil sont obligés de partager ensemble le même abri, alors que leurs capacités d'accueil restent très réduites, occasionnant ainsi la promiscuité dans les familles d'accueil avec comme conséquences la propagation facile des maladies transmissibles dans les ménages, mais aussi l'augmentation des risques des violences sexuelles, plus particulièrement contre les jeunes filles. Selon les informations partagées par certains leaders locaux, dans certaines familles d'accueil, les enfants des familles déplacées et les enfants des familles d'accueil se disputent souvent, mais les parents des enfants déplacés sont souvent incapables de défendre leurs enfants par crainte d'être chassés par les familles d'accueil. Une assistance en abris est recommandée dans la zone.

## Articles Ménagers Essentiels (AME)



## Analyse AME

Lors de cette évaluation, des visites ont été organisées dans les logements de quelques ménages déplacés, retournées et familles d'accueil. Ces visites ont indiqué que plusieurs ménages ne possèdent pas des articles ménagers essentiels (AME) en quantité suffisante. Seuls quelques familles d'accueil ont la capacité suffisante en AME. Les familles déplacées et retournées n'ont pas ces capacités. Pour les ménages déplacés, en fuyant les atrocités, ils avaient abandonné tous leurs biens dans leurs maisons. Ces biens ont été soit incendiés, soit pillés par les acteurs armés. Ainsi, les familles d'accueil partagent le peu d'articles ménagers essentiels qu'elles disposent avec les ménages déplacés et retournés qu'elles ont accueillis. Au moment de la mission, ces articles n'arrivent plus à satisfaire les besoins des familles déplacées, retournées et d'accueil. Ce qui explique une vulnérabilité accrue en AME chez les ménages enquêtés. Les besoins prioritaires identifiés dans les ménages enquêtés sont : les ustensiles de cuisine, les bidons, les nattes, les couvertures et les moustiquaires imprégnées d'insecticide à longue durée (MILD).

## Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA</b>			
		75	
<b>Nombre moyen de sources d'eau fonctionnelles dans la localité, par type de source (IC)</b>			
Robinets privés	-	1	
Robinets public / bornes fontaines	-	1	
Puits à pompe / forage	-	3	
Puits creusé aménagé	-	1	
Source naturelle aménagée	-	1	
Source naturelle non-aménagée	-	4	
Eau de pluie (nombre de ménages collectant l'eau de pluie)	-	689	
Camion-citerne	-	1	
Charrette avec petite citerne	-	1	
Kiosque, échoppe, boutique de bouteilles / sachets d'eau (Nombre de points de vente)	-	1	
Eau de surface (rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation)	-	2	
<b>Type de source d'eau (EM)<sup>8</sup></b>			
Source améliorée	0%	-	1
Source non-améliorée	100%	-	3
Eau de surface	0%	-	4
<b>Taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone (EM)</b>			
<15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5	100%	-	5
<b>Quantité d'eau insuffisante, par type d'usage (EM)</b>			
Pour boire	-	-	
Pour l'hygiène personnelle	-	-	
Pour cuisiner	-	-	
Pour d'autres fins domestiques	-	-	
<b>Proportion de ménages ne disposant pas d'une quantité suffisante d'eau pour boire (même non-potable) (IC)</b>			
			Oui, beaucoup (plus de la moitié)
<b>Temps nécessaire pour aller à la source d'eau principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage (EM)</b>			
< 30 minutes	53%	53%	-
De 31 minutes à 2 heures	47%	47%	-
Plus de 2 heures	0%	0%	-
<b>Problèmes d'accès à l'eau (EM, IC)<sup>2</sup></b>			
Pas de problème	2%	0	
Les points d'eau sont trop éloignés	23%	0	
Les points d'eau sont difficiles d'accès	7%	0	
Aller chercher de l'eau est une activité dangereuse	62%	0	
Certains groupes n'ont pas accès aux points d'eau	35%	0	
Nombre insuffisant de points d'eau / temps d'attente trop élevé	0%	36	
Les points d'eau ne fonctionnent pas ou sont fermés	0%	32	
L'eau est trop chère	17%	0	
Pas assez de récipients pour stocker l'eau	77%	75	
Problèmes de goût / de qualité de l'eau (eau non-potable)	32%	73	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	

EM  
(% de ménages)IC  
(Fréquence de  
réponses pondérée)<sup>3</sup>  
75

Sévérité

## Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA

Membres du ménage concernés par les risques sécuritaires pour se rendre et utiliser la source d'eau principale (EM)<sup>2</sup>

Tous les membres sans distinction	41%	-
Les hommes adultes	3%	-
Les femmes adultes	57%	-
Les garçons de moins de 18 ans	0%	-
Les filles de moins de 18 ans	59%	-
Ne sait pas	0%	-
Ne se prononce pas	0%	-

Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte d'eau (EM)<sup>7</sup>

Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est moins de 30 minutes	0%	-	1
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est plus de 30 minutes	0%	-	2
Assez d'eau pour boire Et Pas assez pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée	0%	-	3
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	77%	-	3
Assez d'eau pour boire Et Pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	23%	-	3
Accès à de l'eau de surface uniquement	0%	-	4
Pas assez d'eau pour boire	0%	-	5

## Disponibilité d'un système de lavage des mains (EM)

Oui, eau et savon	0%	-	1
Oui, eau seulement	100%	-	3
Non	100%	-	5

## Proportion des ménages ayant accès à des dispositifs de lavage de mains (IC)

Aucun(e)

## Proportion des ménages ne disposant pas ou n'utilisant pas de latrines (IC)

Oui, beaucoup (plus de la moitié)

## Latrines partagées par plus de 4 ménages (EM)

Oui	98%	-
Non	2%	-
Ne sait pas	0%	-
Ne se prononce pas	0%	-

## Latrines séparées par sexe (EM)

Oui	2%	-
Non	98%	-
Ne sait pas	0%	-
Ne se prononce pas	0%	-

Problèmes d'assainissement dans la localité (IC)<sup>2</sup>

Présence de matières fécales	-	72
Eau stagnante	-	0
Déchets solides domestiques	-	0
Déchets organiques en décomposition tels que des animaux morts	-	2
Rongeurs / rats	-	0
Aucun	-	3



ONG CANACU

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA</b>		<b>75</b>	
<b>Disponibilité ET Partage des installations sanitaires (EM) <sup>7,9</sup></b>			
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	0%	-	1
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	0%	-	2
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	2%	-	3
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	98%	-	4
Pas d'installation sanitaire disponible / Défécation à l'air libre	0%	-	5

## Analyse EHA

Dans les villages visités, l'accès à l'eau potable aux personnes déplacées reste un sujet de préoccupation. Les sources existantes sont non aménagées et éloignées des milieux d'habitations. Les quantités d'eau sont insuffisantes en raison notamment de manque de récipients de puisage et stockage de l'eau dans les ménages déplacés et familles d'accueil. Par crainte de cas de viol, certaines femmes déplacées ont déclaré qu'elles utilisent les eaux des marais se trouvant tout proche de leurs habitations. Lors des entretiens, plusieurs ménages enquêtés ont déclaré posséder des latrines non hygiéniques. D'autres n'en ont pas, soulevant des questions sur de défécations à l'air libre. Selon les dirigeants locaux, les mentalités de la population qui ne veut pas construire des latrines, explique le nombre insuffisant des latrines dans certains villages. Cette absence concerne également les poubelles, fosses à ordures, dispositifs de lavage des mains, l'usage de savons, des produits de potabilisation d'eau dans les ménages des déplacés ainsi que des kits d'hygiène intimes (KHI) pour les femmes et les filles en âge de procréation. La population ne maîtrise pas non plus les moments clés de lavage des mains. Toutefois, ces dispositifs sont existants au niveau des formations sanitaires à Camp Banku et Masiambio grâce à l'appui de l'UNICEF.

## Santé

<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé</b>			<b>75</b>
<b>Principal type de lieu utilisé par les hommes pour obtenir des soins (EM)</b>			
Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)		75%	-
Guérisseur traditionnel / religieux		13%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même		12%	-
Autre		0%	-
<b>Principal type de lieu utilisé par les femmes pour obtenir des soins (EM)</b>			
Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)		75%	-
Guérisseur traditionnel / religieux		3%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même		22%	-
Autre		0%	-
<b>Structure de soins utilisée par la majorité de la population (IC)</b>			Non consensus
<b>Durée de marche pour atteindre la structure de santé la plus proche (EM)</b>			
Moins de 1 heure		87%	-
Entre 1 heure et 2 heures		5%	-
Entre 2 heures et une demi-journée		8%	-
Plus d'une demi-journée / pas de centre de santé disponible		0%	-
<b>Conditions de la majorité des femmes pour accoucher (IC)</b>			
A la maison avec famille	-	0	
A la maison avec sage-femme	-	0	
A la maison avec infirmier	-	0	
Centre de santé / d'accueil	-	75	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	

EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>	Sévérité
	75	

### Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé

#### Problèmes d'accès aux soins de santé (IC) <sup>2</sup>

Pas de problèmes	-	0
Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	-	0
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	-	30
Manque de médicaments	-	75
Manque de moyens pour payer les soins de santé	-	75
Problèmes d'accès physique pour tout le monde (y compris la distance trop élevée)	-	0
Problèmes d'accès physique pour les personnes âgées	-	0
Problèmes d'accès physique pour les personnes handicapées	-	0
Problèmes d'accès sécuritaire pour tout le monde	-	0
Problèmes d'accès sécuritaire pour les femmes et les filles en particulier	-	0
Autre	-	0
Ne sais pas	-	0

#### Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines (EM)

Diarrhée	100%	-	5
Fièvre	100%	-	
Toux	100%	-	

Taux total <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5

#### Ménages dormant sous des moustiquaires (EM)

Oui	100%	-
Non	0%	-
Ne sait pas	0%	-



#### Questions spécifiques aux IC professionnels de santé :

##### Nombre moyen de cas de maladies rapportées (IC, prof. de santé)

	IC	
	Cas suspects	Cas confirmés
Paludisme	145	210
Infection Respiratoire Aigue	93	62
Diarrhées aiguës	182	104
Typhoïde	0	48
Malnutrition aigue globale	175	125
Rougeole	16	18
Choléra	0	0
Fièvre jaune	0	0
Fièvre hémorragique	0	0
Autre	0	0

Disponibilité de médicaments en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Non, manque modéré

Disponibilité d'équipements médicaux en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Non, manque modéré

Augmentation du nombre journalier de patients nécessitant des soins depuis le début de la crise (IC, prof. de santé)

Oui, beaucoup

## Analyse Santé

Dans les localités visitées, l'ONG ACF fournit de manière gratuite des soins médicaux essentiels uniquement aux enfants de moins de cinq ans. Les autres personnes déplacées et retournées éprouvent d'énormes difficultés à accéder aux soins de santé de qualité. La persistance de mouvement de population en termes des arrivées et retours provoque des nouveaux besoins en soins qui risquent de dépasser les capacités prévisionnelles de ACF, et alourdir la vulnérabilité médicale des autres malades des communautés déplacées, retournées et hôtes. La destruction de certains centres de santé ne permet pas aux femmes enceintes d'accéder aux soins de qualité jusqu'à l'accouchement par manque de kits de dignité et d'accouchement individuel, pas des services de santé sexuelle et reproductive dans les différents centres de santé sur la RN17.

## Protection

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection</b>			<b>73</b>
<b>Présence et nombre d'enfants non-accompagnés (ENA)</b>			
Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA (EM)	48%	-	5
Présence d'ENA (IC)	-	Oui	
Nombre moyen d'ENA (IC)	-	54,66666667	
<b>Présence et nombre de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)</b>			
Présence de PSH	7%	-	5
Nombre total d'enfants en situation de handicap	3	-	
Nombre total d'adultes en situation de handicap	3	-	
Nombre total de personnes âgées	0	-	

### Principales préoccupations de protection, par groupe de population (IC)<sup>2</sup>

	Principales préoccupations par groupe (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>			
	H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
Rien à signaler / Pas de problème	0	0	0	0
Meurtre	45	38	52	24
Mutilations / coups et blessures	16	41	22	27
Violences intercommunautaires	5	2	0	2
Violences sexuelles	22	71	0	71
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement	0	8	0	6
Blessés / morts dus aux mines	0	0	0	0
Mariage forcé / précoce	0	2	0	50
Violences conjugales	0	30	0	2
Séparation des familles	23	4	0	0
Pillage / vol / cambriolage	0	0	5	0
Pillage du bétail	0	0	0	0
Arrestations arbitraires	0	0	0	0
Harcèlement ou divulgation de renseignements	0	9	0	29
Recrutements / enrôlements forcés	49	2	73	0
Démobilisation d'acteurs armés	0	0	0	0
Travaux forcés	40	0	60	0
Autre	0	0	0	0
Ne sait pas	0	0	0	0
Ne se prononce pas	0	0	0	0

### Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres masculins des ménages (EM)<sup>2</sup>

Violence physique ou harcèlement	100%	-
Déni d'accès à des services	100%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	43%	-
Mariage forcé	98%	-
Travail forcé	97%	-
Pas de cas dans le ménage	0%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	0%	-

### Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres féminins des ménages (EM)<sup>2</sup>

Violence physique ou harcèlement	100%	-
Déni d'accès à des services	98%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	45%	-
Mariage forcé	98%	-
Travail forcé	98%	-
Pas de cas dans le ménage	0%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	0%	-

Disponibilité d'un service de prise en charge des cas de VBG (IC)

Non

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection</b>		<b>73</b>	
<b>Cas de violence sexuelle et / ou sexiste au sein de la communauté (EM) <sup>2</sup></b>			
Pas de cas dans la communauté	0%	-	
Ne sait pas / ne se prononce pas	0%	-	
Viol	100%	-	
Agression sexuelle	100%	-	
Violence physique ou harcèlement	100%	-	
Mariage forcé	97%	-	
Déni d'accès à des services	90%	-	
Abus psychologique / émotionnel	60%	-	
<b>Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)</b>		Non	
<b>Perception de la communauté hôte sur la présence de déplacés et / ou des retournés (IC)</b>			
Tensions avec la communauté d'accueil	-	0	
Communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire	-	73	
Communauté hôte prête à assister pour un temps limité	-	0	
Ils constituent une main d'œuvre bon marché pour les travaux journaliers	-	0	
Ils sont responsables des problèmes de protection et d'insécurité	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
<b>Disponibilité d'un mécanisme communautaire de médiation des tensions (IC)</b>		Non	
<b>Tensions sociales liées à la propriété et l'accès à la terre (IC) <sup>2</sup></b>			
Aucun problème	-	9	
Accaparement des terres	-	5	
Accès à la terre des femmes et autres groupes à besoins spécifiques	-	0	
Accès à la terre pour les PDI	-	2	
Augmentation du coût du loyer	-	0	
Conflits entre agriculteurs et éleveurs	-	0	
Destruction des cultures ou des animaux	-	13	
Destruction des étangs piscicoles	-	0	
Exploitation des ressources naturelles	-	0	
Exploitation illégale des ressources naturelles	-	0	
Expulsions ou menaces d'expulsions des locataires	-	2	
Incendies et / ou destruction des habitations / abris	-	25	
Insécurité d'occupation	-	49	
Litiges latents non réglés sur la terre et la propriété	-	0	
Occupations secondaires des maisons et des champs	-	2	
Problèmes de limites	-	57	
Rareté des terres	-	8	
Remise en cause des transactions foncières	-	3	
Répartition inégale des terres	-	7	
Restitution des biens	-	0	
Successions	-	0	
Tensions sociales autour de la question de la propriété	-	4	
Ne sait pas	-	0	
Autre	-	0	

## Analyse Protection

Dans les localités visitées, la protection des personnes déplacées ne pose pas des problèmes du fait de la présence remarquable des forces congolaises de défense et sécurité. Malgré cette assurance fournie par les dirigeants locaux, la zone évaluée continue à enregistrer des incidents de protection à la suite des arrivées des personnes déplacées durant la période de mai à août 2024. Ces incidents sont liés aux mésententes entre les ménages déplacés locataires et leurs bailleurs pour non-paiement de loyers, des difficultés d'accès à la terre (champs), d'accusation de sorcellerie, de viols, conflits fonciers, etc. Dans les ménages déplacés, des cas de mariage précoce ont été notés. Les dirigeants coutumiers se sont plaints de la présence en nombre des enfants non accompagnés et des enfants séparés. Des cas des viols sur mineurs ont été documentés parmi les ménages séparés. Ces victimes disent n'avoir pas bénéficié d'une prise en charge médicale faute d'information suffisante sur la disponibilité ou non des kits post viol au niveau des formations sanitaires. L'une des actions requises est de réaliser une évaluation approfondie du secteur de protection afin d'avoir la présence physique des acteurs de protection, membres du Cluster Protection dans cette zone. Ce qui permettra de renforcer les capacités des acteurs en monitoring des incidents, prévention et la prise en charge clinique de cas. A cela s'ajoute également la collecte des données et la documentation des incidents et violations de droits humains ainsi que la prévention et réponse aux VBG, la protection de l'enfant en situation d'urgence, la

## Éducation

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Education</b>		75	
<b>Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche (IC)</b>		Oui	
<b>Durée de marche pour atteindre l'école primaire fonctionnelle la plus proche (EM)</b>			
Moins de 1 heure	83%	-	1
Plus de 1 heure	17%	-	3
Pas d'école primaire fonctionnelle	0%	-	5
<b>Ecole primaire fonctionnelle occupée ou partiellement utilisée par des personnes armées (EM)</b>			
Oui	3%	-	
Non	95%	-	
Ne sait pas	2%	-	
<b>Proportion d'enfants de 6 à 11 ans non-inscrits ou ne fréquentant pas régulièrement l'école primaire (IC)</b>		Oui, beaucoup (plus de la moitié des enfants de 6 à 11 ans)	
<b>Type de lieu utilisé pour les classes d'école primaire (IC)</b>			
Ecoles existantes	-	75	
Espaces temporaires (p. ex. église, ...)	-	0	
Dehors / sous les arbres	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
<b>Ménages dont aucun enfant, par groupe, n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours (EM)</b>			
Garçons (Primaire)	0%	-	
Filles (Primaire)	0%	-	
Garçons (Secondaire)	0%	-	
Filles (Secondaire)	0%	-	
Total	0%	-	1
<i>Taux total ≥70% = Sévérité 5; 51% - 69% = Sévérité 4; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 2; ≤ 15% = Sévérité 1</i>			
<b>Raison principale de la non-scolarisation d'au moins un enfant par ménage (EM)</b>			
Manque de moyens pour payer l'école	100%	-	
Ecole trop éloignée	0%	-	
Interruption suite à un déplacement / retour	0%	-	
Destruction de l'école	0%	-	
Occupation de l'école	0%	-	
Ecole de la localité d'accueil n'accepte pas enfants déplacés	0%	-	
Enfant a peur d'aller à l'école	0%	-	
Absence des enseignants	0%	-	
Enfant est perturbé (stress, trauma)	0%	-	
Enfant jamais allé à l'école	0%	-	
Autre	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	

(Fréquence de réponses pondérée)<sup>3</sup>

#### Raison principale de la non-scolarisation des filles et des garçons de 6 à 11 ans (IC)

Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires	0
Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire	0
Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, transhumance)	0
Elles / Ils doivent travailler à la maison	0
Récemment déplacé.es, sans inscription dans une école à proximité	0
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)	0
Mariage précoce / mariage forcé	0
Grossesse précoce	0
Faim	0
La route pour aller à l'école est trop dangereuse	0
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)	0
Manque d'hygiène et d'installations EHA dans les écoles (et / ou problèmes liés aux menstruations)	0
L'école est trop loin	0
L'école est endommagée au point de ne plus pouvoir y aller	0
Autre	0
Ne sait pas	0
Ne se prononce pas	0

Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	-
0	-
0	0
0	0
0	0
0	0
71	71
0	0
0	0
0	0

#### Questions spécifiques aux IC professionnels du secteur de l'éducation:

##### Taux d'inscription des enfants en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	54%
Avant la crise	-	46%

##### Taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	60%
Avant la crise	-	52%

##### Ratio moyen d'élèves pour 1 enseignant (IC, prof. de l'éducation)

Nombre actuel d'élèves pour 1 enseignant	42,75
Nombre d'élèves pour 1 enseignant avant la crise	38

## Analyse Éducation

Les données collectées lors de l'enquête-ménage ont montré que plusieurs familles déplacées et retournées ont des enfants en âge scolaire qui ne fréquentent pas l'école. Cette situation expliquée par des arrivées des personnes déplacées en différentes vagues dans la zone et une présence d'enfants en âge scolaire au sein des ménages déplacés qui n'avaient pas réussi à intégrer les écoles du milieu d'accueil. Il sied de noter que, le nombre total de ces enfants en âge scolaire n'était pas disponible pendant notre présence dans la zone. Les principales causes de la non-intégration des enfants déplacés dans les écoles sont l'arrivée en milieu d'année dans la zone, le manque des places pour les inscriptions, le manque des fournitures scolaires, des chaussures, des uniformes, d'où un plaidoyer doit être mené auprès des autorités scolaires de la zone d'accueil pour que les enfants déplacés en âge scolaire soient intégrés dans les écoles à l'ouverture des cours si jamais il n'y a pas un mouvement retour vers les zones de provenance. Il s'avère nécessaire d'organiser une évaluation sectorielle approfondie pour déterminer les besoins réels des enseignants en termes de formation, déterminer le nombre des enfants déplacés et de la population hôte hors système scolaire, les besoins en termes de réhabilitation et de construction des infrastructures scolaires et sanitaires, des redynamisations et la formation des structures des enfants à l'écoles, les besoins en matériels et équipements scolaires.



	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - AAP</b>		<b>90</b>	
<b>Ménages ayant eu accès à une assistance humanitaire depuis le début de la crise (IC)</b>		Non	
<b>Type d'assistance humanitaire reçue depuis le début de la crise (EM, IC)<sup>2</sup></b>			
Pas d'aide reçue	100%	-	
Nutrition	0%	0	
Abris	0%	0	
AME	0%	0	
EHA	0%	0	
Santé	0%	0	
Education	0%	0	
Nourriture	0%	0	
Moyens de subsistance	0%	0	
Protection (y compris la sécurité)	0%	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%	0	
Communication	0%	0	
Cash	0%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
<b>Types de besoins prioritaires de la population (IC)<sup>2</sup></b>			
Pas besoin d'aide humanitaire	-	0	
Nourriture	-	15	
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	-	21	
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	-	0	
Abris	-	12	
AME	-	21	
EHA	-	24	
Santé	-	36	
Education	-	45	
Protection (y compris la sécurité)	-	75	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	-	0	
Communication	-	0	
Cash	-	21	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
<b>Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM)<sup>2</sup></b>			
Cash physique (en espèces)	98%	-	
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	2%	-	
Vouchers / foires	0%	-	
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	40%	-	
Provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations pro., etc.)	45%	-	
Autre	0%	-	

	EM (% de ménages)	IC
<b>Besoins prioritaires d'information pour les ménages (EM) <sup>2</sup></b>		
Pas de besoin d'information	0%	-
Où recevoir l'assistance	73%	-
Comment s'enregistrer pour l'assistance	73%	-
Dispositions spéciales pour personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes, etc.)	28%	-
Qui est ciblé / peut accéder à l'assistance	0%	-
Comment donner son feedback	0%	-
Comment chercher de l'aide après avoir été affecté par un incident sécuritaire ou de protection	45%	-
Des informations sur la localité d'origine (si ménage déplacé / réfugié)	0%	-
Les responsabilités du personnel humanitaire	98%	-
Autre	0%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-
<b>Moyens préférés pour recevoir des informations à propos de l'aide humanitaire (EM) <sup>2</sup></b>		
Appel téléphonique	0%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	100%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	97%	-
SMS	3%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	0%	-
Evenements communautaires	0%	-
Crieurs publics avec mégaphones	0%	-
Au travers des leaders communautaires	0%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	0%	-
Organisations / comités de femmes	45%	-
Autorités locales gouvernementales	55%	-
Autorités locales (police, militaires)	0%	-
Autre	0%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-
<b>Modalités préférées pour faire un(e) retour / plainte / doléance sur la réponse humanitaire (EM) <sup>2</sup></b>		
Appel téléphonique	0%	-
Boîte à plaintes	0%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	100%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	97%	-
SMS	3%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	0%	-
Evenements communautaires	0%	-
Crieurs publics avec mégaphones	0%	-
Au travers des leaders communautaires	0%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	0%	-
Organisations / comités de femmes	45%	-
Autorités locales gouvernementales	55%	-
Autorités locales (police, militaires)	0%	-
Autre (préciser)	0%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-

## Analyse AAP

Les ménages enquêtés affirment n'avoir pas reçu d'aide humanitaire depuis le début de la crise. Les besoins prioritaires exprimés sont : Abris, AME, Sécurité Alimentaire, WASH, Education, Santé, Nutrition, et Protection. Les ménages enquêtés préfèrent le cash. Concernant les besoins d'informations, les populations veulent avoir les information sur le PSEA et mécanisme de plainte

## Conclusions générales et commentaires

A la lumière des résultats de cette ERM, il est crucial de renforcer la présence opérationnelle dans les localités visitées afin de soulager la souffrance des populations civiles en lien avec la persistance des activités des miliciens Mobondo dans la Zone de santé de Kwamouth au Mai-Ndombe. A moyen et long termes, il est impérieux que toutes les parties en conflit se conviennent de trouver des résolutions durables pour promouvoir la réconciliation entre les communautés TEKE et YAKA.

## Notes de fin

1. Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'entête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre). Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résultats sont généralement en % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement présentés sous forme du nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, pondéré par le poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être affichés uniquement sous la forme de la réponse ayant été la plus fréquemment rapportée par les IC, après pondération. Lorsque aucune réponse rapportée par les IC ne se dégage majoritairement, le résultat est rapporté comme un "Non consensus". Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.
2. Question à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphiques.
3. La fréquence pondérée de réponses IC correspond au nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, ajusté en fonction du profil des IC et du secteur évoqué. La pondération accordée à chaque IC en fonction de son profil permet de donner un poids relatif aux informations rapportées par les IC plus ou moins spécialisés en fonction du secteur évoqué. Chaque IC reçoit un nombre de points de pondération, qui varie pour chaque catégorie de questions (questions transversales, questions santé, questions sécurité alimentaire, etc). Ainsi le maximum possible de la fréquence pondérée d'une réponse (autrement dit, le total de points de pondération des IC) est différent pour chaque secteur. Cette fréquence pondérée maximale possible est indiquée en en-tête de chaque secteur à travers le rapport : Attention : La fréquence pondérée ne correspond donc ni à un pourcentage, ni au nombre d'IC ayant cité l'option de réponse considérée.
4. Le score de consommation alimentaire (SCA/FCS) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure en le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont <28 pour une consommation «pauvre», 28,5-42 pour une consommation «limite» et > 42 pour une consommation «acceptable».
5. L'indice des stratégies de survie simplifié (ISSs/rCSI) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation; une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISS sont de < 3 pour une situation «acceptable», 4 - <= 18 pour une situation «limite» et > 19 pour une situation «pauvre».
6. Parmi les ménages ayant rapporté une situation d'occupation parmi les modalités suivantes : "Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient", "En famille d'accueil", "Dans un site spontané", "Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)", "Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)", "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas".
7. Indicateur composé à partir de plusieurs éléments de réponse de différents autres indicateurs. La somme des résultats de cet indicateur composite peut être inférieure ou supérieure à 100% car toutes les modalités de réponse possibles ne sont pas considérées.
8. Sources améliorées: celles protégées de l'extérieur, p.ex. robinets, trous de forage, puits tubulaires, puits creusés protégés, sources naturelles protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée (en bouteilles/sachets). Sources non-améliorées: puits creusé non-protégé ou source naturelle non-protégée. Eau de surface: rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal d'irrigation, etc. (source: JMP).
9. Installations sanitaires améliorées: celles conçues pour séparer hygiéniquement les excréments du contact humain, p.ex. latrine à chasse vers un réseau d'égout, fosse septique, latrines à fosse améliorées ventilées (VIP), toilettes à compost ou latrines à fosse avec dalle (source: JMP). Non-améliorées: latrines à fosse sans dalle ni plateforme, latrines suspendues ou latrines à seau. Pas d'installation sanitaire: excréments dans un espace ouvert (champs, forêts, buissons, plans d'eau ouverts, etc. ou avec les déchets solides)